

**Libye - Crise migratoire - Réponse
de Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 21 novembre 2017)

Question sur la lutte contre l'esclavage moderne

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je comprends que vous aussi vous ayez envie de partager avec la représentation nationale votre indignation. Que faire face à la situation des migrants en Libye ? Nous l'avons dit, je le répète, faire en sorte que nous puissions faire venir en France ceux qui relèvent du plus grand besoin de protection, dans des conditions qui leur évitent le passage dans un pays où il n'y pas d'État en mesure de les protéger. C'est ce que nous commençons à faire et, surtout, c'est ce que nous demandons à nos partenaires européens de nous aider à accomplir.

S'agissant des migrants économiques illégaux, devons-nous les faire venir en France ou devons-nous travailler à faire en sorte qu'ils puissent, en Afrique, ou ailleurs dans le monde, avoir le moyen de pouvoir trouver un emploi ? Faut-il que les pays africains soient condamnés à perdre les plus jeunes, les plus courageux, les plus entreprenants et à les voir maltraités dans un pays comme la Libye ?

Vous avez appelé à l'augmentation de notre aide publique au développement. Le président de la République a pris des engagements en ce sens, nous avons commencé à augmenter l'aide que nous apportons à la fois au HCR et à l'organisation internationale des migrations et nous avons triplé notre aide au fonds fiduciaire d'urgence qui s'adresse précisément aux pays sub-sahariens. Le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne, c'est trois milliards d'euros à destination des pays sub-sahariens.

À Abidjan, à la fin de ce mois, le président de la République sera présent dans ce dialogue entre l'Union européenne et l'Afrique, car c'est ensemble que nous devons relever ce défi des migrations./.